

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Les petites phrases de la semaine

Guy Patrick Obiang, ministre de la Santé :

"Les premiers colisages sont déjà dans les provinces du Haut-Ogooué et de l'Ogooué-Maritime. L'objectif véritable est d'aller au plus proche des populations afin d'assurer un accès même pour celles vivant dans les zones reculées".

Pr Lee White, ministre des Forêts :

"L'une des solutions envisagées pour remédier à cette problématique (Ndlr: Conflit homme éléphant) – hormis la construction des barrières électriques adaptées aux pratiques culturelles des communautés locales – est de mettre un logiciel qui va nous permettre de cartographier avec précision et efficacité les plantations et l'ensemble des dégâts causés par les éléphants".

Prisca Koho-Nlend, ministre des Affaires sociales et des Droits de la femme :

"En République gabonaise, deux dispositifs majeurs encadrent les opérations d'identification et de régularisation des cas d'apatridie: le Code civil et le Code de nationalité gabonaise".

Françoise Dumas, présidente de la Commission de la Défense et des Forces armées de l'Assemblée nationale française :

"Il nous faut avoir cette culture commune et travailler à la formation et à l'autoformation, pour s'enrichir mutuellement des expériences de ce terrain, qui est si particulier, mais que l'on peut retrouver partout".

Greta Clarielle Marat-Abyla, présidente de la juridiction des mineurs :

"Les acteurs du système de protection de l'enfant travaillent de manière concertée. À ce titre, ils mutualisent et coordonnent la mise en œuvre des politiques publiques relatives à la défense de l'enfant".

Rassemblées par Y.F.I

UN : Paulette Missambo pour la responsabilisation des coordinations

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

PORTÉE à la tête de l'Union nationale (UN) le 13 novembre dernier, au terme d'un congrès électif mouvementé, Paulette Missambo tisse petit à petit sa toile. La native de Mulundu, tant bien que mal, imprime sa touche personnelle à cette formation politique de l'opposition. La célébration, le week-end écoulé, de la douzième bougie de sa chapelle en constitue la parfaite illustration.

Un anniversaire placé sous le sceau de la sobriété. En lieu et place des grandes festivités, les "Unionistes" ont choisi de célébrer cet anniversaire au milieu des leurs à la base. Plus particulièrement avec les coordinations. D'où la descente de la nouvelle figure de proue de l'UN, samedi, dans le 2e arrondissement de Libreville où les émissaires des coordinations des 1er, 2e, 3e et 6e arrondissements de la capitale ainsi que ceux d'Akanda et Ntoun étaient regroupés pour la circonstance. Sans tambour, ni trompette, l'ex-députée de Mulundu a clamé haut et fort que son écurie ne s'éteindra pas de sitôt. Revenant sur la suspension durant quatre longues années de son parti, Paulette Missambo a comparé de façon sibylline l'UN à un phénix qui renaît toujours de ses cendres. Une suspension, selon elle, qui a considérablement freiné l'implantation de sa formation politique sur le territoire national. Pour inverser la tendance, l'actuel bureau exécutif a donc décidé de lancer une campagne d'adhésions qui vient de s'achever.

Une nouvelle dynamique, estime-t-elle, devant se poursuivre. "Les coordinations doivent être placées au cœur de notre parti", a-t-elle indiqué. Non sans faire savoir que l'UN participerait aux élections générales à venir. "Nous allons participer aux élections locales, législatives et pourquoi pas à la présidentielle", a-t-elle affirmé



Paulette Missambo s'adressant aux militants de l'UN.

sans ambages. Des scrutins qui verront la forte implication de la base vu que les militants fe-

ront acte de candidature au sein des coordinations. Dans la foulée, elle a invité les

responsables de coordinations à cultiver le dialogue permanent avec la base.

Commonwealth : deux missions d'évaluation attendues à Libreville

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

DANS les jours à venir, les membres du bureau du Commonwealth devraient effectuer deux missions d'évaluation de la politique nationale en matière des droits de l'Homme, de l'environnement des affaires et du cadre d'investissement à Libreville.

C'est ce qui ressort de l'entretien que la ministre de la Justice, garde des Sceaux et chargée des droits de l'Homme, Erlyne Antonela Ndembet-Damas, a eu vendredi dernier, à son cabinet, avec l'ambassadeur du Royaume-Uni au Gabon, Christian Dennys-McClure. Des missions d'autant plus importantes que le diplomate britannique a laissé entendre que leurs résultats sont particulièrement attendus par les pays membres du Commonwealth. Entendu



La ministre de la Justice, Erlyne Antonela Ndembet-Damas, offrant à l'ambassadeur du Royaume-Uni, Christian Dennys-McClure, les Codes civil et pénal.

que, selon lui, les évaluations sont un préalable indispensable à l'adhésion de toute nation à cette organisation intergouvernementale regroupant plus d'une cinquantaine d'Etats membres.

De fait, la garde des Sceaux s'est attelée à présenter à son interlocuteur les réformes initiées par les plus hautes autorités du pays en matière des droits de l'Homme. En mettant un accent particulier sur les instruments normatifs innovants et pertinents (Codes civil, pénal, etc.) promulgués récemment par le président de la République, afin de mieux asseoir l'ambition de notre pays à toujours protéger et respecter les droits fondamentaux, inviolables et imprescriptibles attachés à toute personne.

Un cadre normatif sous-tendu, a-t-elle précisé, par une politique de gestion des peines, une amélioration des conditions de détention, une stratégie de réduction des inégalités homme-femme, etc. Christian Dennys-McClure a salué ces avancées tout en félicitant les plus hautes autorités gabonaises pour leur clairvoyance.